

# Le renchérissement de la vie

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **3 (1911)**

Heft 1

PDF erstellt am: **20.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

de fer fédéraux, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 1910, restent inférieures d'environ 1 million de francs sur celles de la période correspondante de l'année 1909.

Il nous semble que les appréciations du rapporteur de la bourse du *Bulletin commercial et industriel suisse*, formulées à propos de la situation économique en général, correspondent assez à la situation de notre pays. Voici ce qu'il disait :

« L'accroissement de la demande de main-d'œuvre, que l'on constate un peu partout, la hausse des prix des matières premières, l'augmentation des recettes des entreprises de transport, les dividendes supérieurs des entreprises industrielles et des banques, ce sont là des symptômes qui nous autorisent à considérer la fin de l'année écoulée comme étant le commencement d'une période de reprise des affaires, cela malgré que le changement de la conjoncture ne se produit pas — heureusement — aussi rapidement que cela a été prédit. »

Il faut le dire ici, la classe ouvrière ne s'est encore guère aperçue de l'amélioration de la situation économique, du moins si l'on en juge d'après les résultats des nombreux mouvements de salaire et des luttes pénibles qu'elle a dû soutenir dans le courant de l'année 1910. Voilà encore un contraste caractéristique pour notre époque. Les richesses sociales augmentent, la production et l'exportation des produits de notre pays prennent une extension toujours plus considérable, les recettes de l'Etat, les dividendes des capitalistes s'améliorent d'une façon réjouissante, par contre les prolétaires qui turbinent peuvent se brosser. Leur part certaine à toutes ces améliorations, c'est le *renchérissement de la vie et des luttes désespérées pour obtenir la reconnaissance des moindres revendications.*

Espérons que l'amélioration générale de la situation économique, constatée et prédite, nous facilitera la tâche de décider une bonne fois la masse des travailleurs indifférents à se syndiquer et à prendre part à la lutte destinée à supprimer le pire des contrastes existant dans ce monde, celui qui condamne les travailleurs à se charger de toutes les peines pour renoncer à tous les droits et jouissances en faveur d'une classe d'exploiteurs et d'opresseurs.



## Le renchérissement de la vie.

Cette question est aujourd'hui à l'ordre du jour dans tous les pays industriels en Europe comme en Amérique. On s'en préoccupe plus ou moins dans tous les milieux sociaux, quoiqu'on en juge à des points de vue souvent très différents.

Nous sommes persuadés qu'elle ne disparaîtra pas de sitôt, puisque le nombre des causes dont résulte le renchérissement va plutôt en augmentant. En attendant il est nécessaire de s'orienter

le mieux possible dans le vaste domaine que cette question embrasse. L'article ci-dessous, qui a été publié dans la *Gazette de Lausanne*, nous paraît destiné à contribuer beaucoup à éclaircir le public sur la question du renchérissement et cela en tenant compte de la situation particulière de notre pays. C'est pour ce motif que nous nous sommes décidés à le reproduire en entier. A la suite nous aurons à nous occuper des objections que certains intéressés au renchérissement font valoir vis-à-vis de nos arguments et de notre façon de traiter le sujet du renchérissement.

\* \* \*

Il y a en Suisse 800.000 ménages, pour 3 1/2 millions d'habitants. Sur ces 800.000 ménages, 10.000 seulement ont 6000 fr. de revenus annuels ou plus de 6000 fr. *Ce sont les riches.* 790.000 ont moins de 6000 fr., et là-dessus 580.000 n'arrivent pas à gagner plus de 2000 fr. par an. Ces derniers sont les pauvres. Et par revenus, il faut entendre revenus *nets*.

Il saute aux yeux que, par le temps qui court, les *riches* sont aussi à plaindre que les *pauvres*. En effet, si nous négligeons les *très riches*, c'est-à-dire ceux qui ont plus de 18.000 fr. de revenus annuels — leur nombre, en Suisse, ne dépasse pas 1200 — nous pouvons affirmer que les ressources moyennes d'un ménage riches oscillent autour de 10.000 fr. Or, un bel appartement, les domestiques, l'éducation soignée des enfants, les impôts absorbent *la plus grosse part* de ces 10.000 fr. J'ai là, sous les yeux, le budget d'un de ces ménages. *Revenus: 9500 fr. Dépenses: loyer 2400 fr.; impôts (avec assurance sur la vie) 1084 fr.; salaires des domestiques (une cuisinière, une femme de chambre) 900 fr.; leçons particulières à deux fillettes (piano) et à un jeune homme (équitation) 600 fr.; nourriture 3148 fr.; vêtements 651 fr. Reste pour voyages, argent de poche, dons, charité publique et privée, etc., 800 fr. environ, une bagatelle. Sans doute, ce « riche » n'est pas malheureux, puisqu'il peut dépenser 3148 fr. pour sa nourriture et 2400 fr. pour son appartement. Mais 3148 fr. représentent, pour sept personnes, 450 fr. par tête, ou 1 fr. 20 par jour, c'est-à-dire le strict minimum. Quant au luxueux appartement, le chef de famille déclare que son métier l'exige. Notez que je ne trouve rien pour le chauffage et l'éclairage; peut-être sont-ils compris dans les dépenses courantes, chapitre nourriture ?*

Aussi, ce riche s'estime-t-il pauvre. Et il se lamente sur la dureté du temps, le prix des denrées. *Et il ne mange pas de la viande le samedi.*

Beaucoup de ces « favorisés du sort » sont comme lui. Ils protestent contre l'augmentation incessante du coût de la vie, des logements, de

la viande, du beurre, des étoffes, de tout. Alors, que doivent dire les pauvres, eux qui ne gagnent pas 2000 fr. par an, eux qui n'ont pas même une petite avance, qui ne sont pas sûrs de la régularité de leur travail? Ils crient aussi, sans doute; ils font plus: ils boycottent le fournisseur. Mais le boycottage des marchands de denrées alimentaires ne réussit jamais parfaitement. On ne peut se passer de pain (chez nous, par bonheur, le pain est bon marché), on ne peut se passer trop longtemps de lait, surtout si l'on a des enfants. Quant à la viande, elle échappe à tout boycottage. Nous avons, en Suisse, plus de deux mille hôtels, d'innombrables pensionnats et instituts auxquels il faut d'énormes quantités de viande. Qu'arriverait-il si un mouvement se dessinait contre les bouchers? Les gérants et directeurs d'hôtels, les directrices de pensions et instituts, qui font venir une partie de leurs aloyaux de la Suisse allemande ou même de plus loin, s'adresseraient aux bouchers boycottés; ces derniers eux-mêmes sauraient bien à qui offrir leur marchandise, sans diminution de prix. D'ailleurs beaucoup de ménages, même peu aisés, n'auraient pas l'héroïsme de s'abstenir de viande pendant plusieurs semaines. Aux Etats-Unis, la grève des consommateurs a fini en pointe...

Les unes après les autres, les denrées augmentent de prix, et avec une rapidité vraiment inquiétante.

Le beurre devient un luxe dans certains ménages où on le voyait souvent, il y a dix ou quinze ans; le lait, en l'espace de trente années, a renchéri de 50%; le fromage (Gruyère, Emmental) ne figure que sur les tables des gens aisés; la viande... ah! la viande! Le bœuf se vend 0 fr. 90 ou 1 fr. la livre, même dans nos régions agricoles; le veau et le mouton sont inabordables pour la grande, l'immense majorité des ménages; le porc vaut 1 fr. 30 ou 1 fr. 40. Et il y a des années que cela dure. Au début de cette période de renchérissement, on s'est jeté sur les pâtes alimentaires; les pâtes alimentaires ont augmenté à leur tour. Le sucre même monte, monte....

Il y a pourtant quelques compensations; le chocolat est à un prix raisonnable; les denrées coloniales ne subissent guère de changement; mais on ne peut vivre de café, cacao, thé et épices!

Est-il permis d'escompter une baisse prochaine de ces prix élevés? Ce serait peu sage. Nous sommes là, comme toujours, en présence de la loi de l'offre et de la demande. Or, la demande est considérable, si considérable que l'offre est en déficit. Non seulement la Suisse ne produit pas assez de grains, viande, fruits, légumes, vin, etc., pour sa consommation, mais elle est tribu-

taire de l'étranger pour une somme de plus de 400 millions. L'étranger le sait et nous tient la dragée un peu haute. Les bœufs français — il en entre 25,000 par année — coûtent à nos bouchers 80 ou 85 cent. le kg. poids vif; le transport et les droits d'entrée les font monter à 1 fr.; c'est-à-dire au même prix que les bœufs du pays. Ces derniers sont rares; il ne s'en abat guère plus de 12,000 par an. Quant aux moutons, ils ont presque complètement disparu; ceux que nous mangeons viennent d'Italie et d'Allemagne; quelques-uns de Roumanie. Et les souffrances du voyage les ont tellement éprouvés qu'il faut leur regarnir les côtes pendant deux ou trois semaines, avant de les tuer.

Notre agriculture s'est jetée sur une seule branche: la production laitière. Elle y trouve des avantages considérables. En outre, elle a demandé et obtenu une protection douanière efficace. A l'abri derrière ce mur élevé, elle peut se livrer à l'élevage du bétail de race, à la fabrication des fromages, et aussi, mais dans une moins grande mesure, à l'engraissement des veaux et des porcs de boucherie. Nos paysans vendent, chaque année, aux bouchers près de 400,000 veaux; quant aux porcs, il s'en tue de 5 à 600,000. Tout cela est insuffisant. D'abord, parce que la population générale augmente vertigineusement, et que celle des campagnes diminue (le canton de Vaud perd 7000 paysans en dix ans); puis, parce que nous nous nourrissons mieux qu'autrefois (consommation de la viande 28 kg. par habitant en 1875, 52 kg. en 1909); enfin, parce que l'industrie hôtelière s'est extrêmement développée.

Chaque année, il entre en Suisse (rapports des consuls étrangers) 3,000,000 de touristes. Ce chiffre est évidemment exagéré; réduisons-le de moitié. Cette masse de 1,500,000 voyageurs s'abat sur un petit pays qui ne peut déjà pas se nourrir. Et ces voyageurs veulent de la viande deux ou trois fois par jour, des primeurs, des fruits, des vins fins. Pendant l'été, la demande est énorme; les prix montent. En hiver, ils descendent un peu, ou, du moins, ils descendaient; aujourd'hui la création des sports d'hiver les maintient au même niveau que pendant la belle saison.

Ainsi, rien ne nous permet d'espérer que les denrées deviendront meilleur marché. Au contraire, elles ne cesseront d'augmenter, car la France et l'Italie, qui nous envoient le bétail, la volaille, les œufs, le beurre, les fruits, les vins, les légumes fins, verront tôt ou tard diminuer leur faculté d'exportation. L'Italie, déjà, ne peut presque plus nous vendre des bœufs; elle possède plus de mille hôtels, et sa population s'accroît. Reste la France, qui ne pourra, toute seule, suffire aux demandes de l'Angleterre, l'Allemagne,

la Belgique et la Suisse. Nous devons nous adresser à d'autres Etats, à l'Amérique latine, par exemple.

La situation n'est pas sans gravité, et la question de l'alimentation publique demande à être étudiée avec soin. Une guerre européenne provoquerait chez nous une crise des plus sérieuses, des plus angoissantes.

G. Aubord.



## L'honneur ouvrier.

Chaque fois que les ouvriers sont en lutte, la bourgeoisie se montre incapable de saisir la portée des exigences de devoir solidaires que les travailleurs font valoir entre camarades de classe. La majeure partie du monde bourgeois voit dans les actes de solidarité que l'ouvrier demande à son frère de travail, que le camarade réclame du camarade une exigence injuste, résultat fatal de la fameuse tyrannie de l'organisation.

Ces grands seigneurs s'imaginent être les véritables surhommes, les seuls qui ont des qualités supérieures, qui possèdent des sentiments d'honneur.

Y a-t-il un honneur ouvrier ?

Dans notre société l'on connaît et l'on estime, par exemple, l'honneur militaire des officiers, l'on respecte l'honneur de caste des médecins, des avocats et autres gros bonnets, il est souvent question de l'honneur d'état des fonctionnaires, des commerçants ou des maîtres artisans, mais la conception de l'honneur ouvrier reste chose inconnue dans ces milieux.

Dans le monde bourgeois on considère encore comme qualité appréciable, la fierté du corporatisme, poussant l'ouvrier qualifié à mépriser les camarades moins qualifiés. On comprend dans ces milieux les ouvriers-artistes ne voulant pas être appréciés comme de simples prolétaires. Le bourgeois aime beaucoup à voir le petit fonctionnaire ou le commis de magasin, portant faux-col et du linge blanc (plus ou moins!), se défendre contre le titre d'ouvrier.

Mais quand la grande masse du peuple travailleur veut se réserver le respect d'un honneur qui lui est particulier et étant d'une grande importance, le monde bourgeois n'y comprend plus rien, il crie à la tyrannie, à l'injustice, au désordre et à la débâcle.

En recherchant les motifs de cette attitude singulière, on se heurte tout de suite aux préjugés traditionnels ayant habitué le monde soi-disant honnête à considérer l'ouvrier comme un être de droit inférieur. N'a-t-on pas, depuis des temps immémoriaux, regardé avec dédain l'homme au tablier ou à la blouse ? Celui qui a tou-

jours été opprimé et exploité, celui qui jadis subit le joug de l'esclavage, il souffre encore à l'heure actuelle de cette malédiction exprimée dans la bible par cette phrase caractéristique : « C'est à la sueur de ton front que tu mangeras ton pain ».

Vraiment le capitalisme n'a rien enlevé à cette malédiction en repoussant une couche après l'autre du peuple. La pauvreté (manque de possession), qui oblige les uns à travailler pour les autres, est encore toujours considérée comme quelque chose de méprisable, pendant que l'on s' imagine que le plus haut degré de capacité et d'honneur doit se trouver là où il y a le plus d'argent, chez ceux qui possèdent les plus grands biens. Il est du reste intéressant à constater comme beaucoup de personnes, qui eux-mêmes sont restées pauvres, malgré leurs efforts au travail et malgré leur grande économie au ménage, admettent sans autre ces doctrines de la supériorité morale des riches. Ceux qui ont l'occasion de causer avec de vieux ouvriers, surtout à la campagne ou dans les petites localités, doivent souvent remarquer combien peu ces pauvres vieux s'estiment eux-mêmes. Ils se cramponnent quelque fois à leur état d'esclavage et cherchent à le justifier avec un entêtement qui doit frapper tout ouvrier conscient. Il semble que ces malheureux sont là pour prouver la vérité de ce vieux dicton allemand, que nous traduisons ainsi :

« Il y a deux classes dans ce monde ;  
l'une est née en portant les selles,  
l'autre en portant les éperons. »

Ils voient dans leur sort le résultat fatal d'une force majeure, force naturelle ou divine, contre laquelle il est inutile et même interdit de lutter. Ces malheureux inconscients se baissent encore plus bas que leurs maîtres l'exigent, car ils n'ont pas encore ressenti en eux ce beau sentiment d'honneur du travailleur conscient moderne qui traverse le monde en portant bien haut sa tête, sachant qu'il n'y a pas de forces mystiques auxquelles il doit confier sa destinée.

Cela prouve déjà que l'honneur ouvrier n'est pas quelque chose de voulu, c'est-à-dire qu'il n'est pas un produit artificiel de la volonté humaine, résultat de préjugés quelconques, mais qu'il est étroitement lié aux luttes de la classe ouvrière et aux expériences acquises, aux nécessités de ces luttes.

L'honneur ouvrier n'est pas un honneur de caste, ce n'est pas la fierté du métier, c'est l'honneur de classe. Cet honneur est bien moins le résultat de l'influence de l'individu sur son entourage et son milieu social qu'il est le résultat de conditions sociales particulières poussant tous les individus qui les subissent directement — dans notre cas la classe ouvrière — à se solidariser